

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 30
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X^e	15 Mars 1927
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.	Téléphone : Combat 08-02	Prix du numéro 1 50
Un an . . 30 fr.	Un an . . 40 fr.	Chèque Postal : <i>Révolution Proletarienne</i> 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

Le Carnet du Sauvage :

« Sans distinction d'âge ni de sexe ». — L'offensive contre les salaires. — En deux ans.

P. MONATTE.

Qu'est-ce que la rationalisation?

Max ÉMILE.

Le syndicalisme à bases multiples.

Loin du centre

M. BÉGY.

Lettre de Russie

X.

Six années de chômage en Angleterre

Un Communiste anglais.

NOTES ÉCONOMIQUES

Avons-nous touché le fond de la crise? — Le chômage en Europe. — « Dérationalisation » : L'exemple de Kourriga (R. LOUZON).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Une déclaration de la minorité des Métaux : La faillite d'une direction syndicale. — Les bilans truqués de la région parisienne : L'étouffement impossible (M. CHAMBELLAND). — Le courrier de la Ligué.

A TRAVERS LES LIVRES

A la recherche de l'Europe : *Locarno sans rêves*, d'Alfred Fabre-Luce; *Nation et Civilisation*, de Lucien Romier (A. ROSMER). — *L'Imprimerie à l'école*, de C. Freinet (B. GIAUFFRET). — Petites nouvelles.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine. — La liaison organique à Amsterdam. — L'éducation ouvrière et les syndicats. — L'égalité de salaire dans les P. T. T. — Le massacre du *Théophile-Gautier*.

Le Carnet du Sauvage

* Sans distinction d'âge ni de sexe *.

Si la bourgeoisie française avait fait présenter par l'un des siens le projet de loi sur l'organisation de la défense nationale, croyez-vous qu'il aurait passé aussi facilement, qu'il n'aurait pas soulevé plus d'émotion dans le pays ?

Plus d'émotion apparente, car l'émotion est réelle et profonde, mais refoulée. Elle ne se calmera pas, au contraire. La mobilisation sans distinction d'âge ni de sexe en cas de guerre n'a pas encore provoqué la réponse populaire qu'elle mérite et qui l'attend.

Une fois de plus, les socialistes ont servi de paravent et de bouclier à la bourgeoisie. Ce n'est pas elle qui paraît sur le devant de la scène pour réclamer ce dont elle a besoin pour sa défense. Elle délègue un Paul-Boncour. Et le parti socialiste, non seulement accepte qu'un des siens fasse cette besogne, mais il est unanime à l'applaudir. Il renouvelle, d'un cœur léger, sa faute, son crime de 1914.

A quel besoin répond l'innovation de Boncour ? Sans nul doute, elle vise à rendre impossible ou plus difficile toute opposition à la guerre. Cette opposition ne fut guère puissante en août 1914, mais tout permet d'espérer qu'elle le sera le jour d'une nouvelle déclaration de guerre. C'est contre cela que l'on veut se prémunir.

Ce jour-là Renaudel n'aura plus besoin de dire ce qu'il disait à Grimm, le député socialiste suisse, à la fin de 1914, déclarations que j'ai rappelées au Congrès confédéral de Lyon en 1919.

Grimm, qui était venu afin de préparer la conférence qui devait plus tard se tenir à Zimmerwald, avait fait le tour des chefs du Parti. Discutant avec Renaudel, il lui disait : « Vous ne pouvez pas nier qu'il y ait une opposition dans le mouvement syndical, une opposition à la guerre,

une opposition fidèle à l'internationalisme ». Et Renaudel de répondre : « Patience, la mobilisation n'est pas finie ! »

Elle ne l'était pas, en effet; les récupérations d'opposants, réformés ou auxiliaires, allaient être rapides.

A la prochaine guerre, la mobilisation commencera, sans distinction d'âge ni de sexe, dès le premier jour. On croit ainsi se prémunir contre toute possibilité d'opposition à la guerre. Quelle illusion et quelle sottise !

L'offensive contre les salaires.

Elle est engagée dans toutes les corporations. Dans la métallurgie parisienne, des diminutions sérieuses ont déjà été imposées sous la forme d'une baisse du prix des pièces. Une constatation assez pénible à faire, c'est l'absence de réaction virile; les causes en sont diverses; le manque d'une organisation syndicale forte en est une; jamais l'on n'a mieux senti la nécessité de l'unité syndicale. Mais il est un autre facteur; les travailleurs ont été démoralisés par les déclarations qui présentaient la crise de chômage comme devant se développer rapidement. Pour conserver le plus longtemps possible un emploi menacé, beaucoup ont consenti à toutes les exigences patronales. La panique, que nous avions dénoncée, porte ses fruits naturels. L'impuissance à secourir les chômeurs s'est doublée de la démoralisation jetée dans l'esprit de ceux qui travaillent.

L'offensive patronale attaque même des corporations qui devaient souffrir les dernières du chômage. Les Compagnies minières veulent imposer une baisse de 10 % des salaires. Il ne peut s'agir là d'une répercussion du chômage puisque la production des mines françaises ne suffit pas à la consommation du pays. Que vont faire les mineurs ?

Dans le *Peuple* du 5 mars, René Bard, un des secrétaires de la Fédération confédérée du Sous-Sol, écrivait que « la diminution des salaires que l'on va essayer d'appliquer est un véritable défi jeté à la face des travailleurs de la mine et qu'il sera relevé comme il convient ».

C'est en effet un défi. Sera-t-il relevé par les mineurs ? Les mineurs confédérés nous feront-ils la surprise de dresser eux-mêmes la digue contre les prétentions patronales ?

En deux ans.

J'ai mis le nez l'autre jour sur cette phrase d'une adresse du parti communiste français au parti tchécoslovaque, vieille de deux ans : « *Devant la montée du péril fasciste, le P. C. F. a renforcé son unité et son influence sur le prolétariat et les masses travailleuses en chassant de ses rangs la droite formée par Monatte, Rosmer et Delagarde.* » C'est amusant à lire, n'est-ce pas ?

Ce que le P. C. F. n'a pas renforcé, ce sont ses effectifs. Il a vu défilé chez lui des dizaines de milliers de recrues dans ces deux dernières années; il a traversé des situations politiques exceptionnelles pour son renforcement. Or, le voilà qui boucle son bilan avec une déperdition d'effectifs de moitié. De 65.000 adhérents en 1924, il est tombé aux 36.000 que Semard a dû avouer au dernier Exécutif élargi.

Ce chiffre de 36.000, Semard s'est bien gardé de le démentir publiquement; il se contente de faire dire dans les cellules et les rayons qu'il est faux.

S'il est faux, c'est qu'alors le même Semard a menti à Moscou, menti sur ce point comme sur quelques autres, ainsi que nous l'avons fait constater déjà.

La suspension du quotidien du Nord, l'*Enchaîné*, témoigne du déclin de l'influence communiste dans cette région industrielle. Aux bêtises des mots d'ordre généraux se sont ajoutées là des bêtises régionales. Par cet échec se paie tout le travail de bolchévisation de Cadeau et les capitulations de conscience de Guy Jerram, de Bonte, de Thorez et de quelques autres. On ne construit rien sur des capitulations; on n'obtient pas même des succès électoraux.

Des exclusions comme celles qui ont été prononcées à Rouen contre Engler et Germaine Goujon ne sont pas faites pour aider le parti sinon à se relever au moins à se maintenir.

Cela va être le tour de Lucie Colliard, Delsol, Dionnet, Maurice Gautier, Magdeleine Marx, Moses, Paz, Roy qui ont osé demander à l'*Humanité*, sans l'obtenir naturellement, la rectification des mensonges contenus dans le compte rendu de la fameuse réunion du 8 février à Rouen, que Lalande a relatée ici la quinzaine dernière.

En Algérie aussi la guillotine fonctionne. Schiavo, le secrétaire de l'Union régionale unitaire, et Constant, un militant des P. T. T., auraient été exclus à grand renfort d'injures : colonialistes, auxiliaires de l'impérialisme, etc., etc.

Allez-y, allez-y ! Pendant ce temps, Bernard pourra toujours dans les *Cahiers du Bolchévisme*, rechercher les moyens de porter remède aux « désaccords » qui surgissent entre fractions et syndicats. Il pourra toujours se figurer qu'en changeant les rouages de son appareil il changera quelque chose aux raisons profondes de désaccord.

On ne fabrique pas une élite prolétarienne en distribuant des cartes du Parti; les fractions aboutissent tout juste à faire cadeau aux syndicats de secrétaires comme celui que les Chauffeurs d'autos parisiens viennent de chasser de leurs rangs.

On ne donne pas le sens et le respect de l'organisation avec deux douzaines de cours à Bobigny; on aboutit tout juste à la gabegie financière qui a illustré le S. O. I., l'Union des Syndicats de la Seine et tant d'autres organisations où fleurissent les méthodes administratives du Parti.

Il ne suffit pas de se proclamer le guide du prolétariat pour en être capable et digne. Ah ! fichtre non ! On aboutit tout juste à crier au loup et au fascisme quand le loup et le fascisme ne sont pas là; à perdre la plus belle et la plus facile des batailles contre l'impérialisme colonial comme dans l'affaire marocaine; à saboter tout ce que l'on touche, comme dans l'action présente contre le chômage.

Un Duret, renvoyé en nourrice après sa campagne contre le front unique, peut toujours être sevré pour nous appliquer sur la tête, dans la revue de l'*Internationale Communiste*, son catéchisme léniniste. Il peut prophétiser la « fin de Loriot », coupable d'avoir défendu la résolution de la minorité de l'Enseignement de la Seine. Cette résolution ne fait simplement que dégager la leçon de l'expérience vécue ces dernières années : il est impossible d'identifier le Parti avec la classe ouvrière. Cette leçon, d'aucuns ne la tirent encore qu'à moitié, certains seront incapables de la tirer, mais d'autres, chaque jour en plus grand nombre, la tirent et la tireront.

PIERRE MONATTE.

LA BOURGEOISIE A LA RECHERCHE DU SALUT

Qu'est-ce que la rationalisation ?

« Les théories individualiste et socialiste étant incapables de soulager la misère économique, il faut chercher le salut dans la rationalisation. »

M. DE PEYERIMHOFF,

président du Comité central des Houillères.

Nous n'en possédons pas encore de définition exacte ni surtout complète. Il en résulte parfois des affirmations contradictoires. C'est un indice du manque de lumière. Aussi, la plupart du temps, nos discussions sur ce sujet ressemblent, selon le mot de Voltaire, à « ces combats de nuit, dans lesquels on se bat contre ses camarades ».

En disant que la rationalisation, mauvaise en régime capitaliste, est bonne en régime prolétarien, on ne fait qu'augmenter l'obscurité. Avant de se prononcer, il faudrait tâcher d'y voir clair.

La rationalisation doit s'opérer par les capitalistes et pour eux. En résumant des déclarations de M. Dalbouze à l'*Usine* du 5 février, et celles du Comité de la laine (*Journée Industrielle* du 16 janvier) on peut déduire que le patronat comprend sous le mot d'ordre de rationalisation une foule de choses.

Il s'agirait de remédier au gaspillage de matières et de main-d'œuvre. Ce gaspillage résulte du mauvais état et du mauvais emploi des moyens de transport par fer et par eau; du mauvais emplacement des usines, au triple point de vue de l'approvisionnement, de l'écoulement et de la main-d'œuvre. Ensuite, électrifier pour économiser le combustible et la main-d'œuvre; établir des programmes de travaux à long terme pour éviter la stagnation des affaires; constituer des cartels et des trusts nationaux et internationaux, pour étudier les disponibilités en matières premières, les besoins du marché, se répartir la clientèle, soutenir les prix et faire face contre la classe ouvrière; faire disparaître les petites et moyennes entreprises par l'incorporation, l'annexion ou la ruine; lutter contre les lois sociales, contre la fiscalité qui atteint l'industrie; réduire le pouvoir d'achat des consommateurs non producteurs, rentiers, pensionnés, etc.; réduire les salaires réels — les salaires nominaux étant difficilement compressibles —; créer des facilités à l'exportation; stabiliser la monnaie à un taux convenable (c'est-à-dire après une baisse du franc); application du « système Taylor », ou « organisation scientifique », aux conditions de travail et aux salaires (suppression du salaire horaire).

Du faux neuf.

Dans tout ce programme, il n'y a rien de vraiment nouveau. Tout ce qui est préconisé se pratique déjà, en ordre dispersé. La grande nouveauté consiste dans le plan d'ensemble, dans la généralisation du système. Ce serait le terme d'une concentration commencée depuis environ un demi-siècle, mais qui s'opère suivant un mouve-

ment de plus en plus rapide, comme si elle acquérait de la force en courant et qui, à la faveur des crises, avance à pas de géant. Il semble bien que les entreprises de force moyenne seront entraînées, bon gré mal gré, dans le mouvement.

L'organisation rationnelle et la standardisation furent proposées il y a un quart de siècle; cette fois, il s'agit de les imposer. Les groupements capitalistes sont devenus assez puissants pour tenter l'opération avec succès. Toutefois, cela ne se fera ni aussi vite ni aussi facilement qu'on peut le croire.

L'exécution d'un tel programme comporte la création d'une hiérarchie rigoureuse dans tous les domaines: assigner sa place à chaque chose et sa fonction à chaque individu. C'est un accroissement universel en vue de produire au maximum. Le matériel humain, du manœuvre au technicien, n'a plus besoin de penser. Les mouvements se ramènent à des réflexes. M. Labbé, directeur de l'Enseignement technique, n'a-t-il pas dit dans un discours à la réunion des élèves des Ecoles nationales professionnelles (*Journée Industrielle*, 13 février 1927):

« Il y a la discipline de la chaîne, inflexible, puis une autre à un degré moindre mais sûre, partout où la nature, le nombre et les temps des gestes élémentaires ont été déterminés... Pour le technicien les tâches deviennent, *simon des automatismes analogues aux gestes de l'ouvrier, du moins des ensembles bien caractérisés.* »

Henri Barbusse a très justement comparé cette organisation à une termitière, à supposer que la termitière soit ce qu'elle nous paraît être.

Mais quel que soit le résultat de cette grande manœuvre capitaliste, dès à présent il demeure ceci: On essaie de duper la classe ouvrière en lui faisant espérer une situation meilleure si elle accepte de collaborer avec le patronat, si elle renonce à la lutte de classes. Grâce à la concentration, qui corrige en partie l'incohérence du régime, par une sorte de direction unique, les capitalistes croient avoir pris la place du socialisme en réalisant ses objectifs — à leur manière! L'un de leurs porte-parole, l'économiste allemand Schulze-Gavernitz, l'a d'ailleurs proclamé dans cette formule rappelée par Lénine dans son dernier chapitre de *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*: « C'est le marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais autre uniquement par la forme. »

Laissons de côté tout ce qui regarde les moyens de production sous leurs multiples aspects. La classe ouvrière n'a pas à lutter contre les perfectionnements techniques; il n'est ni en son pouvoir ni dans son intérêt de s'y opposer. Malgré les apparences du moment, il est certain que la

croissance du machinisme n'a pas réduit, dans l'ensemble, la part de la main-d'œuvre.

L'organisation scientifique.

Passons à « l'organisation scientifique ». Le titre est séduisant. Reste à examiner le contenu de cette belle enveloppe. L'examen a déjà été fait. Signalons à ceux qui viennent de découvrir l'Amérique, l'étude du système Taylor par Pouget, publiée en 1914 sous le titre : « L'organisation du surmenage. » Ce titre est la meilleure définition du système. L'ouvrage de Pouget est instructif à bien des égards. D'abord il nous apprend que la fameuse « organisation scientifique » était présentée sous un jour avantageux non seulement par les patrons : « accroître la production sans augmenter la fatigue de l'ouvrier », mais aussi par de pseudo-socialistes affirmant que : « l'invention consiste à limiter l'effort aux gestes strictement nécessaires, et sans fatigue supplémentaire, choisir les gestes les plus appropriés au travail à fournir... »

Et Pouget demande : « Ces deux définitions sont-elles en concordance avec les faits ? Toute la question est là !... S'il est avéré que le système Taylor accroît la production sans accroître la dépense de force humaine, on ne doit pas — on ne peut pas ! — se mettre au travers de son expansion, de même qu'on ne doit pas s'opposer à l'introduction d'une machine à rendement supérieur... En ce cas c'est affaire aux ouvriers d'exiger une compensation sous forme de journées plus courtes et de salaires plus élevés... Exemple les typos, qui obtinrent la journée de sept heures et un salaire allant jusqu'à quatorze francs. » Cette citation peut suffire à montrer combien était juste la position des syndicalistes en face des progrès techniques.

Pouget prouve ensuite de façon indiscutable que le rendement supérieur du travail n'est obtenu que par un accroissement de fatigue et de surmenage; grâce à une sélection qui élimine parfois quatre ouvriers sur cinq — et parfois jusqu'à sept sur huit ! — Taylor ne garde que les plus forts ouvriers; il diminue la durée du travail, il augmente les salaires, il impose des récréations au cours de la journée et cependant il doit avouer que l'ouvrier ne peut tenir de nombreuses années, à cause de l'épuisement prématuré, de la déchéance physique.

Faut-il parler des essais faits en 1912 dans quelques usines françaises — Renault entre autres — pour introduire le système Taylor ? Même sous ce rapport il n'y a rien de nouveau. Les « richesses nationales » n'avaient pas encore été détruites par la guerre, et pourtant les patrons français prétendaient déjà imposer « l'organisation scientifique », tout en diminuant les salaires !

Destruction des syndicats.

Il y a lieu de bien prendre garde que « l'application scientifique » aboutit à la destruction des syndicats. Taylor ne s'en cachait d'ailleurs pas. Pour lui, tout ouvrier était un flâneur, et un flâneur systématique s'il était syndiqué.

D'ailleurs la logique du système élimine le syndicat en tant qu'organe de défense ouvrière. Il n'y a plus à discuter des salaires, ceux-ci sont déterminés par la production de l'ouvrier, au moyen de contrôleurs spéciaux. Il n'y a pas

davantage à discuter des conditions de travail; ce qui est « scientifique » ne se discute pas.

C'est par conséquent une question de vie ou de mort pour les syndicats de s'opposer au système Taylor, qu'on l'appelle « organisation ou application scientifique », ou « rationalisation », ou « américanisation » ou n'importe comment. Le surmenage, d'autre part, est funeste aux ouvriers sous tous les régimes. C'est une question physiologique qui ne dépend pas de la forme du gouvernement, ni de la classe qui détient le pouvoir. Dire que la rationalisation capitaliste c'est « produire autant avec moins d'ouvriers », et que la rationalisation socialiste c'est « produire plus avec autant d'ouvriers », comme le fait Raveau dans l'*Humanité* du 18 février, c'est vouloir jouer sur les mots. Aussi bien le chiffre absolu de la production n'a rien à voir avec la forme de la production, ni surtout avec les conditions de travail. Il peut exister des motifs de l'accroître en régime capitaliste, comme des raisons de le réduire en régime socialiste. C'est le chiffre relatif qui importe. Est-il exigé davantage de production d'une quantité donnée de temps de travail ? Oui, et l'expression « accroître le rendement » ne peut pas avoir d'autre sens. Il ne saurait exister d'équivoque; la part du perfectionnement de la technique ayant été faite, c'est à l'effort de l'ouvrier que l'on fait appel, en partant du principe de Taylor, que l'ouvrier « freine » l'allure. Le *Temps* du 31 janvier dernier dit nettement : « Le main-d'œuvre largement payée travaille au ralenti, la production est susceptible d'augmenter de 25 % si cette main-d'œuvre se décide à fournir du travail en proportion de l'argent qu'elle reçoit. »

Peut-être le rédacteur du *Temps* fait-il allusion au rendement de la journée de dix heures. Il demande une accélération de 25 % sans s'inquiéter si elle ne fut pas déjà obtenue. Ce n'est pas fatigant de regarder travailler les autres. D'ailleurs nous n'avons pas à remplacer le surmenage de durée par le surmenage d'intensité. Nous voulons améliorer les conditions, c'est-à-dire, au total, nous fatiguer moins.

Si on nous demande un plus grand effort total, même en diminuant la durée du travail, c'est toujours du surmenage. C'est là la vraie méthode « scientifique » de Taylor, et il est surprenant que Lozovsky s'y soit laissé tromper. (V. O. du 17 décembre 1926.)

Gardons-nous bien, au contraire, d'accepter le système, car une fois qu'il serait en vigueur nous serions privés de nos meilleurs moyens de défense. Pensons au cheval du bon La Fontaine, qui s'était adressé à l'homme comme au vrai technicien de la vitesse :

Le cheval s'aperçut qu'il avait fait folie;
Mais il n'était plus temps...

Vous demanderez peut-être s'il est possible de s'opposer victorieusement à « l'organisation scientifique ». Jetons un coup d'œil en Amérique. M. Devinat, collaborateur du B. I. T., nous dit dans la *Revue Internationale du Travail* d'avril 1926 : « En 1915, à la mort de Taylor, le père de l'organisation scientifique, son œuvre paraissait bien compromise; la vraie cause de l'échec avait été l'opposition irréductible des milieux ouvriers. » En effet, la F. A. T., quoique pas très révolutionnaire, combattit avec énergie — et avec succès — ce système d'exploitation redoutable,

spécialisant à outrance, détruisant l'habileté manuelle et professionnelle, supprimant le salaire horaire, seul équitable... causant la surproduction, le renvoi des ouvriers les moins doués, la division de la classe ouvrière, laissant à l'arbitraire de l'employeur la détermination des conditions du travail ».

Les industriels partisans du système en étaient réduits à l'expérimenter en cachette, par peur de l'action ouvrière. Mais la guerre vint. On fit croire aux ouvriers que leur devoir était de fournir les plus grands efforts... pour la patrie. Bien entendu, selon le mot d'Anatole France, c'était pour les industriels. Après la guerre, les disciples de Taylor procédèrent de façon plus sournoise. Ils sollicitèrent la collaboration des syndicats ouvriers et souvent ils l'obtinrent. A la mort de Gompers, président de la F. A. T., son successeur Green s'engagea franchement dans la voie collaborationniste — la direction lui en avait du reste été indiquée par Gompers.

Cependant, tous les syndicats n'ont pas été pris au piège. Ceux du bâtiment sont demeurés hostiles au système. Les plus favorables à la collaboration ont été les cheminots. Regardez un état des salaires des ouvriers américains; les cheminots, quoique syndiqués, ont vu baisser leur salaire réel; les ouvriers du bâtiment ont vu le leur augmenter. Ce n'est sans doute pas la seule cause, mais elle n'y est pas pour rien. (Voir *Bulletin de l'I. S. R.*, « V. O. » du 28 janvier 1927)

La F. A. T. accepte « l'organisation scientifique » sous réserve d'un droit de contrôle dans l'application; elle réprovoque la constitution de syndicats d'usine (Company Unions) qui sont proprement des syndicats jaunes et dont le but principal est la destruction des véritables syndicats. Cette attitude est contradictoire. Pratiquement, la collaboration avec les patrons aboutit de toute nécessité à des comités d'usine, désignés par les ouvriers de l'usine. Les délégués ouvriers n'ont voix au chapitre que pour les choses accessoires, sans influence sur la production, les salaires, les conditions de travail. C'est une vaste duperie. Ce qui est certain, c'est que les effectifs de ces syndicats jaunes augmentent au détriment de la F. A. T. Une autre remarque importante : dans les usines où l'on n'a rien à craindre de l'action syndicale, tel chez Ford, il n'y a pas de syndicats d'usine. (*Bulletin de l'I. S. R.*, « V. O. », 31 décembre 1926.)

Quant à la situation de l'ouvrier américain, qui vivrait à l'aise et pour qui il n'y aurait plus de question sociale, n'oublions pas que l'Amérique est le pays du bluff. Il existe à coup sûr une minorité d'ouvriers (un vingtième peut-être) qui vivent mieux que vingt millions de leurs camarades et au détriment de ceux-ci. Or, même cette situation privilégiée est tout à fait précaire. On vit jadis quelque chose d'analogue dans le prolétariat anglais. Le malheur, c'est que cela affaiblit la classe ouvrière.

La lutte contre le surmenage.

Parler de rationalisation socialiste ne signifie absolument rien. L'organisation socialiste est rationnelle par définition. Il en est tout autrement du régime capitaliste. A ses débuts, il ignore l'organisation; ce n'est qu'une mêlée désordonnée dans la poursuite du profit.

Rationaliser, c'est donc mettre de l'ordre, régler, se mettre d'accord pour partager la proie,

et surtout réaliser l'unité contre la classe ouvrière, en empêchant la classe ouvrière de faire sa propre unité.

Pour les ouvriers, il s'agit de n'être pas dupes. Ne pas s'en laisser imposer par les grands mots de progrès et d'organisation scientifique. Toute l'histoire du capitalisme prouve que la combativité ouvrière a été le meilleur stimulant du progrès technique.

Ils veulent produire plus ? Qu'ils perfectionnent les machines. Déjà Montesquieu avait écrit dans son *Esprit des Loix* : « Les mines des Turcs dans le bannat de Tèmeswar étaient plus riches que celles de Hongrie, et elles ne produisaient pas tant parce qu'ils n'imaginaient jamais que les bras de leurs esclaves. » Nos patrons se conduisent généralement comme les Turcs.

Accepter le surmenage serait donc aussi nuisible au progrès matériel qu'au progrès social. N'allons pas empêcher l'amélioration des moyens de production dont nous hériterons bientôt, mais ne nous laissons pas traiter en pièces de machines. Les travailleurs valent mieux que ceux qui les commandent. Qu'ils n'abandonnent en aucun cas le contrôle absolu des conditions de travail, ni en régime bourgeois ni en régime ouvrier. Il y a possibilité de s'entendre pour la lutte. Aucun militant, sachant ce qu'est « l'organisation scientifique » que l'on nous propose, ne peut l'accepter de bonne foi; si nous sommes unis pour la combattre, elle n'aura guère été qu'un projet.

MAX EMILE.

UNE DISCUSSION NÉCESSAIRE

LE SYNDICALISME A BASES MULTIPLES

Un adversaire du syndicalisme à bases multiples donne ses raisons. Elles méritent d'être discutées. Aux partisans de donner les leurs. Que chacun, partisan ou adversaire, qui a quelque chose à dire se dépêche de le dire.

Le syndicalisme à bases multiples provoque des discussions, depuis un certain temps, dans les divers conseils syndicaux. Un fort courant semble se dessiner en faveur d'une refonte générale des statuts, élargissant leur structure, par l'institution d'un service de mutualité : indemnités en cas de maladie, de décès, de naissance; caisse de chômage, de solidarité.

Le but initial est de concourir à la constitution d'un syndicalisme de masse, modifiant ainsi nos syndicats-passoires actuels.

A mon avis, de telles bases sont la négation du syndicalisme révolutionnaire.

C'est le triomphe des méthodes réformistes si chères à Kenfer et à Coupat.

C'est s'installer dans un régime que nous avons mission d'abattre.

C'est accepter la stabilisation de ce régime et renvoyer la Révolution aux calendes.

L'instauration de la mutualité dans nos organisations syndicales augmentera incontestablement nos effectifs; mais, hélas ! de quels éléments ? Viendront au syndicat des travailleurs jusqu'alors hostiles, pour des avantages nettement établis, pour des droits fixés statutairement; des timorés, des timides, toujours enclins aux tractations, aux honteuses conciliations, aux abdications devant les maîtres. Une majorité de trembleurs, de capitulards pourront annihiler les efforts des camarades les plus conscients, les plus audacieux, les plus courageux, les plus actifs; résultat : une décroissance de l'esprit de combativité, de révolte, d'initiative.

ENCORE UN MORCEAU D'UNITÉ

LOIN DU CENTRE

L'Unité ! Est-ce que, prenant le contre-pied d'un mot fameux de Gambetta, les syndicalistes assermentés de France en parleraient toujours sans y penser jamais ? Il faudrait dans ce cas changer de méthode, car les pourparlers engagés depuis des années par les deux C. G. T. n'ont eu jusqu'ici d'autre résultat que d'en créer une troisième. Ainsi, au lieu de se regrouper, les forces du prolétariat se dispersent. La scission, ce non-sens et ce déshonneur, pousse ses frondaisons sur le fumier de nos zizanies et jette le mouvement syndical dans une inertie à peine secouée de temps à autre par un échec retentissant.

Pourtant, en faveur de l'unité, que d'efforts accomplis un peu partout par d'obscurs militants, dans un cercle restreint, sans autre secours que l'ardeur individuelle et la foi en des jours meilleurs ! Efforts méritoires, œuvre nécessaire sans quoi le moral des troupes, pour emprunter au vocabulaire guerrier un de ses termes les plus expressifs, aurait vite fait de quitter la place.

C'est, dans cet ordre d'idées, d'un bel exemple d'entente régionale que je voudrais entretenir les lecteurs de la *Révolution Proletarienne*, entente sans statuts, vierge de tout cachet officiel, née seulement d'une nécessité et entretenue par de mutuelles concessions.

Cet exemple nous vient d'Algérie. Il émane des postiers. Les postiers d'Algérie sont, comme leurs collègues de France, catalogués unitaires et confédérés. Ils n'ont cependant qu'un journal, pas deux : *L'Echo des P. T. T. de l'Afrique du Nord*. Quand ils décidèrent de le lancer, quand ils jugèrent le moment venu de mettre un frein à la toute-puissance de pouvoirs qui, à l'ombre de la colonisation, se multiplient en se superposant, la question de tendances se posa inévitablement. Elle fut vite débattue, aussi vite écartée.

Les unitaires étaient plus nombreux, mieux organisés que les confédérés. Mais leurs aspirations étaient les mêmes. Dès lors, donner au nouveau-né un hibernon estampillé, c'était nuire à une fraction, si petite fut-elle, de la classe postale, approfondir le fossé de la scission, laisser le tempérament prendre le pas sur la raison. Non, un écart de quelques degrés dans la chaleur des convictions révolutionnaires ne devait pas couper court à toute idée de collaboration. Ensemble on s'attela donc à la besogne.

L'Echo fit son apparition. Défense syndicaliste des intérêts professionnels. Et, en tête de programme, comme une cocarde au bonnet phrygien, l'Unité. Sous de tels auspices, il eut vite fait d'atteindre à un engouement, puis à une popularité que ses fondateurs étaient loin d'avoir soupçonnés.

Et depuis quatre ans qu'il prospère, chaque année marquant sur la précédente un gain d'influence, le tamis de la neutralité n'a pas un seul trou. Un Comité de rédaction qui, dès le début, fit sans aucun dosage appel à toutes les compétences bénévoles, a à connaître des écrits sur lesquels les rédacteurs occasionnels ou attirés laissent parfois traîner un reflet d'âme, une fumée de tendance un peu trop marquée. Ratures, surcharges, coupures, élimination pure et simple, on tombe toujours d'accord sur l'application judicieuse de l'une quelconque de ces formes de censure. Syndi-

quez-vous, enseigne le journal à ses lecteurs, syndiquez-vous où vous voudrez, mais ne restez pas isolés. Et, de fait, le nombre des syndiqués s'accroît dans de notables proportions. Écartées les tendances, bannie la polémique, le syndicalisme tout court a les coudées plus franches. Aucune bataille corporative qui ne soit livrée sans porter son sceau. Toutes les grandes revendications agitées à cette tribune le sont en conformité de décisions prises au sein des syndicats, lesquels, malgré leur siège différent, pétrissent la même pâte portée au même four.

Supposons un instant qu'au lieu de suivre cette voie, l'équipe de départ en ait pris une autre, soit qu'elle ait entrepris de claironner les bienfaits d'une couleur, soit que, moins entière toutefois, elle ait admis les matches idéologiques dans son ring. Point n'est besoin d'une loupe pour voir et comprendre que la débandade eût en peu de temps étendu sa lèpre sur ce corps malsain. Le « patron » qui se décompose en une multitude de petits tyranneaux tous portés au vice congénital de l'autorité, se fût fait une fête d'assister au spectacle de cette décomposition peut-être lente mais sûre. Tandis qu'il est obligé de compter avec une force qu'il sait être unanime et résolue. Et il est bien vrai que les membres des services d'exécution soient unanimes et résolus. Écœurés par les effets d'un désaccord persistant, ne concevant pas qu'on puisse de diverses façons interpréter des besoins communs, ils sont tous partisans déclarés du regroupement. On comprend qu'un organe qui reflète avec fidélité leur état d'esprit ait leur entière confiance. La solidarité est encore vivifiée, portée plus haut par la cohabitation de toutes les catégories administratives dans la maison. Facteurs, ouvriers, agents, cela représente des milliers de cartes syndicales et d'abonnements qui, connus, ne manquent pas de faire sensation.

L'Echo joue donc dans le mouvement algérien le rôle de régulateur. Il réduit les tendances à leur plus simple expression en n'admettant dans ses colonnes que des communiqués purement professionnels et explicatifs, unitaires ou confédérés. Il maintient l'esprit de camaraderie et n'a qu'un seul orgueil : s'entendre dire qu'il est véritablement un journal d'Unité.

Et si, s'adressant non plus seulement aux petits seigneurs d'une administration qui n'est qu'un rouage du char parabolique, mais au patronat tout entier, les travailleurs de France voulaient bien suivre dans son esprit l'exemple utilitaire des postiers d'Algérie; s'ils voulaient enfin, après une expérience, mettons nécessaire pour plaire à certains, rentrer dans la pure tradition syndicale qui n'exclut pas les idées mais les met au service d'une même cause, ne s'aperçoivent-ils pas que le petit exemple deviendrait grand et leur rêve bien vite une réalité ?

En tout cas si l'unité se refait un jour, totale, sans arrière-pensée, on le devra pour une large part à la foule anonyme des propagandistes par le fait qui en auront, aussi longtemps et opiniâtrement que besoin était, entretenu la flamme.

MARCEL BÉGY.

UNE CARTE MURALE DE RUSSIE

La carte de l'U. R. S. S. établie par Pierre Pascal vient enfin de sortir. La demander à la Librairie du Travail, 96, quai Jemmapes, Paris-X.
L'exemplaire : 10 francs; par six : 50 francs.

LETTRE DE RUSSIE

Un coup d'œil sur la situation générale

Vous pouvez recevoir ou acheter librement à Moscou toutes sortes de journaux bourgeois, français ou autres, dont le *Temps*, l'*Europe Nouvelle*, le *Corriere della Sera* vendu à Mussolini, mais la *R. P.* est sévèrement interdite et confisquée par la censure, Aussi n'ai-je plus à ma disposition le numéro de décembre; à peine un exemplaire est-il annoncé quelque part, on se précipite, on se le dispute. De janvier, malgré mes recherches, je n'ai rien vu encore. Je veux vous dire seulement que j'ai compris le reproche que vous adressez à vos amis de Russie de vous laisser sans information. J'ai compris, et je vous adresse cette lettre où vous pourrez peut-être glaner.

Je vous avais destiné un long article sur la répartition des revenus en Russie; j'avais terminé la partie concernant les campagnes, et puis je me suis abstenu de vous l'envoyer en songeant à l'impossibilité d'écrire quoi que ce soit de ressemblant à la vérité. Les statistiques sont faussées tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre selon les besoins du jour; les admît-on comme vraies, elles ne répondent pas aux questions intéressantes. J'avais noté qu'il y a 12 % de paysans aisés et de koulaks, 45 % de paysans pauvres, que l'abîme se creuse entre les deux groupes, que les pauvres sont dans l'entière dépendance des riches, économique et morale, que toutes les mesures prises tournent à l'avantage des riches, etc... Mais tout cela ne me paraît pas assez certain. C'est vraiment la bouteille à l'encre. Il vaut mieux se taire.

Je ne sais plus lequel de vos correspondants demande qu'on lui explique pourquoi il y a en Russie, après le partage des terres, des pauvres et des riches. Étonnement compréhensible, après ce qu'on a raconté de la Russie, mais naïf quand même :

1° Sous le tsarisme, il y avait riches et pauvres, c'est admis, ie pense;

2° Arrive la période février-octobre 1917 : « les paysans » en bloc s'emparent des grands domaines, mais ils ne « partagent » pas; la terre dans le meilleur des cas va à la « commune », où les riches dominant et se font attribuer les meilleurs lots; le bétail et les instruments sont pris individuellement et vont, comme de juste, aux plus hardis, aux plus puissants, encore aux riches; si quelques familles dénuées de terre en obtiennent, elles manquent de moyens pour la cultiver, et en tout cas, la différence subsiste entre riches et pauvres à l'intérieur de la commune. En outre, il y a bon nombre d'endroits où il n'y avait pas, à proximité, de domaine à prendre et où, par conséquent, rien n'a été changé; il y a donc une inégalité accrue d'un village à l'autre et d'une région à l'autre;

3° Octobre 1917 ne donne rien aux paysans, mais confirme seulement l'occupation des domaines et encourage à continuer. Vers juin 1918 seulement, le pouvoir décide de « transporter la révolution sociale dans les campagnes », il veut faire la guerre aux koulaks en s'appuyant sur les pauvres, il crée pour cela, les « Comités de paysans pauvres ». Les détachements ouvriers enlèvent aux koulaks leur réserve de blé, les armées réquisitionnent de préférence leur bétail, mais quand il s'agit

de la terre, tout dépend des paysans eux-mêmes, aucun décret ne peut régler de Moscou la vie intérieure des villages : or bien souvent les riches font entrer des hommes à eux dans les fameux comités de pauvres, attirent à eux les « paysans moyens », terrorisent d'une façon ou de l'autre les pauvres. Finalement, dès novembre 1918, le pouvoir lui-même renonce aux comités, renonce à soutenir les pauvres et se tourne vers les « paysans moyens ». A la fin de cette période, en 1920, la statistique constate une tendance vers le nivellement, par la diminution des familles à grande surface cultivée et à gros cheptel;

4° Mars 1921 : la « nouvelle politique économique » montre que ce nivellement n'était qu'apparent; les riches avaient des ressources cachées (ou simplement non recensées) qui leur permettaient, aussitôt rendue la liberté du commerce, d'étendre leurs cultures, leur bétail, etc. Peu à peu reparaissent les anciens phénomènes : les pauvres vont se louer chez les riches, leur remettent une partie de leur terre afin d'en obtenir une charrue ou un cheval pour cultiver le reste, ou un sac de blé pour faire la soudure jusqu'à la récolte... Le riche loue des ouvriers et jette du blé sur le marché. C'est de lui que l'État a besoin pour pouvoir exporter. Quand donc aurait pu se produire l'égalisation, quand on n'y a tendu que l'espace d'une quinzaine de semaines ?

Il faut seulement se souvenir que ces notions de riches et de pauvres sont très instables : il suffit que dans une famille aisée un fils marié décide de se séparer en réclamant sa part de terre, de cheptel et de bâtisses pour faire deux familles pauvres, l'une ayant un cheval, mais pas de charrue, l'autre une grange, mais pas d'izba... Les opérations dites d'organisation du territoire agricole, qui se poursuivent lentement, ont pour but non pas d'égaliser les moyens de production, mais de « rappeler », de rapprocher les champs des lieux d'habitation, etc... Enfin, souvenez-vous qu'on a découvert des milliers d'anciens propriétaires qui avaient conservé une partie de leurs domaines.

Pour la situation économique, je suis optimiste : il y a d'énormes difficultés, mais un certain progrès quand même. Difficultés : dans les finances, la chute du tchervonetz a été causée il y a environ un an par la balance déficitaire du commerce extérieur, qui a obligé à expédier à l'étranger une partie de l'or garantissant les billets, et plus encore par une émission exagérée provenant de vues trop optimistes sur la récolte. La crise est passée, mais on souffre encore de ses conséquences : chute de 12 % dans la valeur d'achat du rouble cette année.

Dans l'industrie, on atteindra bientôt partout le niveau d'avant guerre, le naphte va bien, le charbon pas mal, la métallurgie moins bien, le textile bien, mais on est arrivé au point où le progrès n'est plus possible sans constructions ou installations nouvelles; il y a cette année une hausse des prix de revient due à la remise en marche de matériel désavantageux. Les tissus coûtent trois fois plus cher qu'avant guerre, alors que le blé coûte 0,80 le poud au lieu de 0,50 : le paysan est volé et il proteste. De même quand il achète 19 roubles des bottes qui en valaient 5 ou 6 autrefois. Cette année, les prix de vente des objets manufacturés sont restés stables, tandis que ceux des produits agricoles ont baissé.

La production industrielle reste grevée de frais généraux énormes : c'est le problème de l'adminis-

tration économique. Il y a des « trusts » qui ont cent mille ouvriers et plus, et d'autres qui en ont cinq cents : il faut supprimer ou grouper ces derniers. Il y a une tutelle étroite qui entrave dans les moindres choses le directeur d'entreprise : pour le moindre achat, il a besoin de l'autorisation du trust. Les plans de fabrication passent par une filière interminable d'organes et de commissions dans chacun de ces organes et ils reviennent parfois à l'usine une fois terminée la période pour laquelle ils sont approuvés. Ce qui cause encore des frais énormes en pure perte, ce sont les comptes rendus multiples renfermant des milliers de pages et que personne ne lit. De tout cela on parle beaucoup : le « régime d'économies » est le mot d'ordre à la mode. Les résultats sont maigres.

Le chômage est aussi à l'ordre du jour depuis que les sans-travail ont fait du grève à la Bourse du Travail : il y en a un million trois quarts inscrits dans les villes, et rien ne fait prévoir une diminution. Il vient des campagnes, sans doute, pas mal de ces paysans pauvres qui ne peuvent plus se nourrir sur la terre, mais il y a aussi beaucoup de jeunes gens et bon nombre d'ouvriers qualifiés.

Dans l'administration proprement dite, la bureaucratie subsiste : on avait réduit le personnel et il se trouve qu'il augmente toujours. Dans certaines républiques autonomes, le Comité central exécutif, le Conseil des commissaires du peuple, les Commissariats absorbent plus de la moitié du budget. En Adjarie (Batoum), le Commissariat des finances coûte plus qu'il ne perçoit d'impôts.

Mais là le tableau change : autant je crois que, malgré les grosses difficultés indiquées, la Russie progresse économiquement, autant le mal bureaucratique est incurable sous le régime actuel de dictature de l'Etat, de dictature d'un parti dans l'Etat, de dictature d'une clique dans le parti. On parle de contrôle des masses, mais c'est une duperie : les fameux « correspondants ouvriers » sont embriagés, inscrits sur des listes au comité du parti, payés à tant la ligne ; les fameuses « conférences de production » dans les usines ne sont fréquentées que par une minorité d'ouvriers parce que les directeurs qui doivent y expliquer leur gestion, le font en termes incompréhensibles, parce que les propositions techniques des ouvriers sont tournées en ridicule ou ignorées en fin de compte ; les soviets, même légalement, ne sont plus que de vulgaires conseils municipaux, élus comme vous savez... Un simple citoyen n'a aucun moyen réel de se faire rendre justice s'il a affaire à la bureaucratie.

Comment, avec un tel régime, a-t-on pu obtenir des progrès économiques ? C'est au prix d'une formidable exploitation de la classe ouvrière, en employant tous les procédés du petit capitalisme et du grand capitalisme. Tous les fameux avantages qu'on fait mousser : facultés ouvrières, maisons de repos, maisons ouvrières, etc., sont pour une minorité d'ouvriers qualifiés gagnant 150 à 250 roubles par mois, ne souffrant pas du chômage, respectés parce qu'ils sont nécessaires... Pour les autres, il y a le règlement draconien qui punit un quart d'heure de retard ou un jour d'absence plus sévèrement qu'en aucun pays, les heures supplémentaires obligatoires payées si l'employeur le veut bien, le renvoi à la première occasion, les salaires de 30, 40, 50 roubles, les relèvements périodiques des « normes » de production.

Le Comité d'usine défend le premier groupe, non le second ; la Commission mixte qui décide, pour la forme, des renvois, est toujours du côté

de l'administration. Le Syndicat se confond ici avec le patron : pour la forme encore, il discute le contrat collectif avec le trust et on aboutit à un compromis. De mois en mois, on rogne d'une façon ou de l'autre sur les ouvriers : la semaine dernière on a décidé de ne plus payer les suspensions de travail provenant de la faute de l'usine si elles n'ont pas dépassé trente minutes sur les huit heures ; on ne paye plus les jours de maladie attribués à l'ivresse à moins qu'ils ne dépassent trois jours... On a relevé les loyers. On a supprimé ou à peu près les billets gratuits de tramway. Naturellement le travail aux pièces est général ; dans le textile, on fait conduire trois et quatre métiers par un ouvrier... Inutile de parler de la protection du travail : il est reconnu que les accidents se multiplient de façon inquiétante. Voilà par quels procédés on a obtenu une amélioration économique. Seulement on est peut-être arrivé à la limite : maintenant il faudra obtenir un meilleur rendement par perfectionnement de l'outillage et des procédés. Ce sera moins facile.

Sur le parti, je n'ai rien à ajouter aux articles excellents de Souvarine. Je m'étonne que vous attachiez de l'importance à la lettre de Postgate, qui « ne peut pas croire ». Tout ce qu'a écrit Souvarine des enfants abandonnés, de la démoralisation générale qui conduit à des actes comme ceux de Tchoubarovskipereoulok est rigoureusement exact. La situation de la jeunesse est tragique : pas de travail (même si tu es dans la jeunesse communiste, à plus forte raison dans le cas contraire), une éducation la persuadant qu'il ne doit y avoir aucune règle à ses passions et que toute retenue est « petite-bourgeoise », et d'autre part l'absence de tout but révolutionnaire pour employer son énergie, la vodka vendue à toutes doses dans les boutiques spéciales, dans les coopératives... Que voulez-vous qu'elle fasse, sinon qu'elle tombe « dans le crime ». Le véritable crime, c'est de condamner à mort ces jeunes gens de Tchoubarov, qui ne pouvaient pas s'attendre à cette peine, qui ne comprennent pas du tout leur faute (leurs amis non plus, le procès l'a montré).

Nous sommes dans la période où, parmi les gens actifs, les uns festoient, les autres intriguent pour le pouvoir ou la fortune, les derniers occupent leur ardeur et leur loisir aux dépens des petites filles. On peut appeler cela le Directoire ou non, peu importe, les faits sont les mêmes. Et la masse docile est retombée dans son esclavage, dans son labeur, dans son exploitation. Elle produit, il y a relèvement économique, mais la révolution est bien enterrée.

Rien de plus naïf que de faire fond sur « l'opposition » pour remédier à cette situation. Elle n'est séparée de la majorité que par des nuances de programme économique : industrialisation un peu plus ou un peu moins rapide, moyens assez hasardés pour se procurer l'argent nécessaire. Pour se faire une popularité, elle a parlé de « démocratie dans le parti », mais personne ne peut y croire dans la bouche de tyrans éprouvés comme Trotski, Zinoviev et leur bande. Personne n'y a cru et c'est pourquoi ils ont été battus. Tous les sales procédés employés par la majorité d'après Souvarine l'ont été en effet, il n'a rien exagéré, au contraire il n'a pas tout dit (l'ordre était donné par exemple de taper ferme sur les orateurs de l'opposition, et de ne pas s'arrêter devant les accidents possibles, sans user cependant du revolver). Il est vrai que tout communiste votant pour l'opposition était sûr de

perdre sa place s'il était ouvrier et d'être envoyé au Turkestan ou en Sibérie s'il était plus ou moins « responsable ». Mais tout cela n'aurait servi à rien si on avait cru à « l'opposition ». Qu'elle n'ait eu à Moscou et Leningrad que quelque cinq cents voix sur plus de cinquante mille, c'est la preuve non pas d'une discussion où la majorité aurait triomphé, mais de l'indifférence méprisante du gros du parti en face de ces leaders en dispute. Et tel est bien en effet l'état d'esprit le plus répandu. On ne parle qu'avec « ironie » du « socialisme dans un seul pays », car on ne croit plus au socialisme.

Et d'autre part qu'est-ce qui reste ? Il reste le loyalisme envers le gouvernement (comme partout, n'est-ce pas ? car les révolutionnaires ne sont que minorité infime), le patriotisme russe, et un certain réformisme qui fait espérer qu'on jouira peu à peu d'un bien-être supérieur.

Prévisions : matériellement nous marchons vers l'américanisation, vers un grand développement de la richesse nationale; socialement, vers un Etat appuyé sur trois aristocraties : intellectuels, pay-sans riches, ouvriers très qualifiés, faisant travailler la masse (laquelle profitera naturellement du progrès général, mais dans de moindres proportions). C'est sans doute là le socialisme social-démocrate. — X...

27 janvier 1927.

LETTRE D'ANGLETERRE

Six années de chômage

On me demande d'exposer celles des expériences faites par les ouvriers britanniques au cours de la longue crise de chômage qui pourraient servir de guide aux ouvriers français.

Un chômage englobant plus d'un million d'ouvriers industriels a été chronique en Grande-Bretagne depuis plus de cinq ans. Immédiatement après la guerre, il y eut, dans l'industrie britannique, un *boom* : les prix montaient rapidement mais les salaires suivaient; alors il n'y avait pas de chômage; le nombre des syndiqués dépassa six millions. La fin d'une telle période était probablement, mais non certainement, inévitable tôt ou tard. A ce propos, il faut rappeler qu'environ 65 % du commerce perdu (ce chiffre varie mais il est en tout cas supérieur à 50 %) concernent le commerce intérieur, c'est-à-dire que cette perte fut due non à la disparition de marchés étrangers du fait des réparations, mais par suite de la ligne de conduite adoptée par les capitalistes britanniques opérant en Grande-Bretagne.

La cause principale réside dans la politique qui poussa la livre sterling à la parité or. Ce ne fut pas la stabilisation de la livre, mais sa stabilisation à un niveau anormal trop élevé. Par exemple, la stabilisation du franc belge à 175 n'a pas (au moins jusqu'à présent) troublé l'industrie belge, tandis que la revalorisation du franc poussé jusqu'à 125 semble de nature à provoquer le marasme d'autres industries que celle des boîtes de Montmartre. La restauration de la livre sterling à la valeur or eut pour conséquence de :

1° Doubler le pouvoir d'achat de la livre à l'étranger;

2° Doubler la dette nationale, qui a atteint des chiffres astronomiques et ne pourra jamais être

remboursée. Les profiteurs de guerre virent doubler leurs revenus d'un coup. Les impôts doublèrent aussi;

3° Jusqu'au moment où le coût de la production pourra être réduit, les charges de l'industrie ont également doublé; d'où perte des marchés extérieurs;

4° Dans l'industrie, l'intérêt qui pouvait être payé sur une livre nominale devint impossible avec une livre-or. Car cela équivalait à demander un revenu double à une industrie déclinante;

5° Par suite, presque toutes les entreprises importantes tombèrent sous la domination des banques — à moins de suivre l'exemple récemment donné par Vickers, la grande firme métallurgique qui a annulé deux tiers de son capital, le ramenant ainsi à un chiffre correspondant à la réalité nouvelle. On a calculé que plus de la moitié des manufactures et usines du Lancashire sont maintenant si lourdement hypothéquées entre les mains des banques qu'il n'est plus possible de les considérer comme des entreprises indépendantes.

Une autre conséquence, moins importante, fut l'effondrement de trusts comme celui d'Armstrong, qui venaient de se constituer.

*

Le résultat brutal fut de jeter un million et demi d'ouvriers sur le pavé et de placer le pays entièrement sous la domination des banques, ce qui, à son tour, signifie qu'aucune aide ne peut venir dans le cadre politique et capitaliste, les banquiers n'étant intéressés qu'à l'argent cher.

Cependant, les sans-travail ne pouvaient être laissés sans secours. D'abord, parce que maintenant ils sont électeurs. (Ils ne l'étaient pas avant la guerre.) Sous la direction du Labour Party ils ont usé de ce droit pour assurer l'élection comme *guardians* (membres des bureaux de bienfaisance) d'hommes décidés à accorder le maximum des secours autorisé par la loi. L'exemple, sur ce point, fut donné par un quartier de l'Est londonien, Poplar. Ensuite, la classe dirigeante britannique craignant toujours la révolution, les assurances sociales — administrées par les *Labour Exchanges* (offices du travail) — furent étendues de manière à comprendre un secours exceptionnel, c'est-à-dire que le secours de chômage continuait d'être payé aux chômeurs même lorsque le secours auquel ils avaient légalement droit était épuisé. Un homme recevait 18 shillings par semaine et il y avait des allocations supplémentaires pour la femme et les enfants des chômeurs.

Le menaçé révolutionnaire s'éloignant, le Parti conservateur tenta plusieurs fois de réduire ces secours. Il fit dissoudre les conseils de *guardians* qui étaient trop favorables aux ouvriers et il vient de préparer un projet de loi qui tend à éliminer l'influence du vote des chômeurs dans la désignation des *guardians*.

*

Dès le début de la crise, une grande organisation de chômeurs surgit. Le Parti communiste, ou en tout cas certains de ses membres, contribuèrent grandement à ce mouvement. D'abord, on organisa des cortèges : une mélancolique fanfare de fortune ouvrait la marche; les chômeurs portaient des placards rappelant leurs services pendant la guerre.

NOTES ÉCONOMIQUES

Avons-nous touché le fond de la crise ?

Puis, sous la direction de militants communistes — Squair et Hannington entre autres — on abandonna ce programme pour adopter une attitude de classe, sous la devise : « Du travail ou du pain ! » (*Work or Maintenance*), qui était aussi celle du Labour Party, et les chômeurs firent quelques bruyantes démonstrations dans diverses régions. Par des démonstrations de force appropriées, ils « dressèrent » les conseils de *guardians* récalcitrants, les obligeant à adopter une attitude plus généreuse. Ils entrèrent même en conflit avec la police montée dans Whitehall — quartier des ministères.

Lors du grand lock-out de la mécanique, en 1922, les syndiqués, pour la plupart, restèrent tranquillement à la maison, dans une « respectable » oisiveté, tandis que les sans-travail menaient la bataille pour eux par des meetings et par la surveillance des usines. Le résultat remarquable fut que durant tout ce lock-out qui s'étendit sur de longues semaines, dans une industrie déclinante, on ne vit pas un seul jaune.

L'organisation nationale des chômeurs ne demandait qu'une infime cotisation et quelques-uns au moins de ses dirigeants étaient rétribués par le Parti communiste. Aussi, bien que son influence s'étendit sur des dizaines de milliers de chômeurs, elle ne les compta jamais comme membres réguliers. Par suite, l'effectif pouvait très facilement croître ou tomber soudainement.

Après un certain temps, il devint clair que les *guardians* ne pouvaient être intimidés que jusqu'à un certain point et que, finalement, la police pouvait toujours disperser les manifestations de chômeurs. Ceux-ci se tournèrent alors vers le Labour Party et vers le Parti communiste, attendant d'eux aide et direction. Le Labour Party se contenta de leur indiquer le bulletin de vote et le Parti communiste ne trouva rien à dire du tout. Le mouvement des chômeurs connut alors un déclin rapide et, en quelques mois, s'effondra. Il y a toujours une ombre d'organisation mais elle est totalement impuissante.

*

Après six années de chômage, un changement s'est produit dans la mentalité des chômeurs. Les mécaniciens, en particulier, (ceux qui ont le plus souffert du chômage), ont besoin, aujourd'hui, d'une habileté technique très précise, que plusieurs mois d'oisiveté leur font perdre, surtout s'ils ont été contraints de vendre leurs outils. Ils deviennent alors *inemployables* et ils s'en rendent compte. Parmi les plus jeunes générations il y en a beaucoup qui n'ont jamais travaillé. Tous ces hommes se sont accoutumés à vivre sur le secours de chômage. Celui-ci permet une sorte d'existence misérable et déprimante, faite de privations, d'oisiveté — complétée, comme elle l'est souvent, par le bricolage et même par de menus larcins.

De la sorte, de larges groupes de travailleurs se sont progressivement dégradés et paupérisés. Ils sont maintenant indifférents et sceptiques, capables d'une excitation temporaire, mais on ne saurait plus compter sur eux pour une agitation sérieuse et suivie. Le plus grand nombre d'entre eux ne sont plus employables. Sans un nouvel entraînement, ni un employeur, ni un Etat socialiste n'en pourraient rien faire. Très peu ne désirent pas travailler, mais l'habitude du travail les a quittés. — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres, 10 février 1927.

La crise de chômage actuelle est, comme on le sait, une crise essentiellement française; ce n'est point une crise mondiale due à des facteurs agissant à la fois sur tous les pays, c'est une crise due à un facteur spécial à la France : la revalorisation et la stabilisation du franc succédant à sa dépréciation. Il va de soi cependant que cette crise française sera aggravée ou au contraire atténuée selon qu'elle coïncidera avec une période de dépression économique mondiale ou au contraire avec une période d'activité économique générale.

Qu'en est-il actuellement ?

Le fait caractéristique de ces dernières semaines à ce point de vue est la reprise générale de l'industrie textile. Dans les pays même les plus prospères comme les Etats-Unis, l'industrie textile était, depuis un an ou deux, dans le marasme; c'était à peu près la seule industrie qui, en Amérique, ne marchât point à plein. Or la récolte de coton l'an dernier ayant battu tous les records (20 millions de balles pour le coton américain au lieu de 17 millions en 1925, 14 millions en 1924, 10 millions en 1923 et en 1922), le prix du coton baissa considérablement, plus de moitié par rapport à 1924 (13 cents au lieu de 30). Ce bas prix stimula la consommation, et les métiers à coton se mirent à nouveau à battre intensément : aux Etats-Unis les filatures travaillèrent 20.000 balles de plus en janvier de cette année qu'en janvier de l'année dernière; en Angleterre, ainsi que nous l'avons déjà signalé, Manchester remit en marche, après la fin de la grève des mineurs, des métiers qui n'avaient pas marché depuis plusieurs années, et en France même, malgré la crise générale qui y sévit, on note depuis un mois une reprise du travail dans les filatures du Nord.

Cette recrudescence d'activité n'est pas limitée au coton. Sans doute parce qu'on fait de moins en moins de tissus de coton pur, et de plus en plus de tissus mixtes dans lesquels, à côté du coton, entrent de la laine, de la soie, l'activité du coton a entraîné celle des autres textiles : la soie artificielle qui, depuis deux ans, était dans un marasme relatif, relatif en ce sens que le prestigieux développement de cette jeune industrie s'était un peu ralenti par rapport à son allure extrêmement rapide des années précédentes, connaît actuellement un véritable boom : le président d'une des plus importantes sociétés productrices, la Viscose américaine, vient de déclarer que du 1^{er} janvier au 18 février sa société avait vendu 1.400.000 livres de soie de plus que ce que ses usines pouvaient normalement en produire durant ce laps de temps, et les autres compagnies confirmèrent que jamais les achats de soie n'avaient pris une telle ampleur. Pour la laine et pour le lin la tendance des prix de la matière première est à la hausse, ce qui indique une forte activité dans les usines. Donc, dans tout le textile, une période d'activité s'annonce.

C'est là une chose très importante, car c'est un fait que l'industrie textile précède toujours les autres industries dans la voie de la prospérité, comme dans celle des crises. Quand le textile entre en crise, on peut être certain que les autres industries y entreront peu après; quand le textile remarche, on peut être sûr que les autres industries

ne tarderont pas à en refaire autant. Il semble donc que nous allons entrer dans une période — qui ne sera peut-être pas bien longue, mais qui sera néanmoins — d'une plus grande activité économique mondiale, ce qui tendrait à atténuer la crise française.

Et comme, d'autre part, le rapide succès qu'ont connu les mesures tendant à arrêter la dépréciation du franc, et à produire par cela même en même temps la crise (1), permet maintenant de relâcher progressivement ces mesures, que par suite les facteurs propres de la crise française ont dépassé leur maximum, on est en droit de supposer que la crise ne va pas tarder à s'atténuer. Raison pour ne point se laisser envahir par la crainte, et se laisser imposer pour cette raison des diminutions de salaires.

Le chômage en Europe.

Quand nous parlons de période de prospérité ou d'activité économique, entendons-nous bien. Il s'agit d'une prospérité très relative, celle seulement qui soit compatible avec ces deux faits fondamentaux :

1° Qu'il y a actuellement dans le monde une capacité de production (matériel et main-d'œuvre) très supérieure aux besoins (dans le cadre du système capitaliste des échanges), qu'il doit donc toujours y avoir une certaine part de cette capacité qui reste inutilisée;

2° Que l'Amérique étant à même de produire dans de meilleures conditions que l'Europe, c'est cette dernière qui a à supporter seule le poids de la restriction de la production.

Les phases que nous appelons d'activité économique générale ou de dépression économique générale ne modifient point cette situation de fond; les premières atténuent seulement un peu, pendant le temps qu'elles durent, la crise chronique de l'Europe, les secondes diminuent un peu pendant un temps la prospérité américaine.

Pour donner une idée de l'intensité du chômage chronique de l'Europe, voici des chiffres qui se rapportent à février :

Angleterre : 1.196.100 chômeurs;
 Allemagne : 1.761.000 chômeurs;
 Autriche : 275.000 chômeurs (chiffre record);
 Italie : 180.000 chômeurs;
 France : 80.941 chômeurs.

Au total : 3 millions et demi de chômeurs (chiffres officiels, donc représentant des minima); dans l'état actuel, les périodes de « prospérité » ne peuvent diminuer ce total que de quelques centaines de mille, tout au plus.

A noter que dans cette liste ne figure pas la Belgique. La Belgique est en effet le seul pays industriel d'Europe qui ne connaisse pas pour le moment le chômage. La raison en est que le franc belge ayant été stabilisé vers le cours le plus haut atteint par livre sterling (175 francs belges) alors que les prix intérieurs, en retard comme d'ordinaire sur le cours des changes, correspondaient à un cours inférieur de la livre, l'industrie belge continue, malgré la stabilisation, à jouir d'une prime à l'exportation; celle-ci durera tant que les prix intérieurs n'auront pas rattrapé le cours officiel de la livre, ce qu'ils sont en train de faire, assez lentement.

« Dérationalisation » : l'exemple de Kourriga.

La « rationalisation », c'est-à-dire : produire une marchandise donnée exclusivement dans les conditions où elle peut être produite le plus avantageusement, est fort à la mode. Ce sont les industriels allemands qui ont créé le mot, lancé l'idée, et commencé sérieusement à la réaliser. Le dernier Exécutif élargi de l'Internationale Communiste a cru devoir y consacrer la majeure partie de ses séances.

En ce qui concerne la France, je ne pense pas que ce soit une question bien actuelle, le capitalisme français se plaisant assez volontiers dans l'irrationnel. Je ne sache pas qu'il y ait encore eu en France des essais d'envergure pour suivre les exemples de rationalisation de l'Allemagne. En revanche il n'y manque pas d'exemples de « dérationalisation ». Voici l'un des derniers en date.

Nous avons déjà eu l'occasion d'appeler l'attention sur ce fait, que l'Afrique du Nord est un gros producteur, le plus gros producteur mondial de phosphate de chaux, base de la fabrication des superphosphates, l'un des trois engrais fondamentaux de l'agriculture. Ce ne fut d'abord qu'en Algérie et en Tunisie qu'on exploita ces gisements de phosphate, gisements dont les minerais contiennent de 60 à 70 % de phosphate pur, mais ces dernières années on découvrit au Maroc, au sud-est de Casablanca, des gisements extrêmement importants et à minerai beaucoup plus pur : 75 % et plus de phosphate.

Ce dernier minerai est beaucoup plus avantageux que ceux d'Algérie et de Tunisie, car étant plus riche il n'oblige pas à transporter jusqu'aux usines à superphosphate une quantité aussi grande de terre stérile; d'autre part son traitement pour le transformer en superphosphate est beaucoup moins coûteux. Si on ajoute à cela que ce gisement marocain de Kourriga est beaucoup plus près de la mer que ne le sont les grands gisements algériens et tunisiens (100 kilomètres au lieu de 200), on voit combien l'exploitation de celui-là est infiniment plus avantageuse que celle de ceux-ci. La « rationalisation » consisterait donc à pousser à fond l'exploitation de Kourriga, en abandonnant progressivement les plus pauvres des gisements algériens et tunisiens, ainsi que font les sociétés de charbonnages westphaliens qui concentrent dans leurs puits de mines les plus riches toute leur exploitation, fermant sans sourciller les autres. En « rationalisant » ainsi, en n'extrayant plus par exemple que les phosphates de 65 % de teneur minimum au lieu de 60 % comme maintenant, le prix de revient moyen du superphosphate serait moins élevé, ce qui amènerait une diminution de son prix, donc l'extension de son emploi, donc une plus grande production de blé, etc...

Ne vous étonnez pas si c'est le contraire qu'on va faire. Si on laissait jouer la concurrence, cette rationalisation spontanée, la rationalisation se produirait; sous la concurrence de Kourriga les mines les moins riches devraient fermer et les autres verraient diminuer leurs bénéfices. Pour éviter ce désastre (1) on s'apprête à faire une loi qui supprimera la concurrence en « contingentant » la production, c'est-à-dire que le Maroc ne pourra désormais produire qu'une quantité de phosphate limitée, en rapport avec celle produite par l'Algérie et la Tunisie. De cette manière les phosphates riches resteront en quantité insuffisante pour suffire à la consommation, les usines de super devront

(1) Voir la *Révolution Proletarienne* d'août 1926.

donc continuer à acheter des phosphates pauvres qui leur coûteront plus cher à transporter et à traiter, et le super restera cher, mais les mines d'Algérie et de Tunisie continueront à vivre.

L'explication de cette absurdité ? Elle est simple. Lyautey, pour des raisons que j'ignore, n'avait pas concédé ce merveilleux gisement de Kourriga à une société privée; c'est l'Etat marocain qui en est propriétaire et qui l'exploite lui-même; les gisements algériens et tunisiens, au contraire, appartiennent tous à des capitalistes privés, et quels capitalistes ! Le plus important d'entre eux, Gafsa, est au tout-puissant banquier Mirabaud, le Mirabaud dont l'associé Guet fournissait des armes à Abd el Krim pour chasser les Espagnols, espérant qu'ainsi le chemin serait libre au Rif pour la maison Mirabaud. L'exploitation de Kourriga sans li-

mitation, c'est à bref délai une source de revenus considérables pour l'Etat marocain, mais c'est la ruine pour Gafsa, une perte sèche pour Mirabaud. Dès lors comment voulez-vous que l'Etat français, que la Chambre du 11 mai hésite ! On va couper les ailes à la mine d'Etat de Kourriga, et le banquier Mirabaud pourra continuer à empocher les 40 % de dividende que Gafsa sert à ses actionnaires.

Ne vous étonnez pas non plus si le rapporteur de ce mirifique projet, et qui le recommande très chaudement au vote de ses collègues, est un député socialiste, M. Charles Baron, ancien député communiste, car, n'est-ce pas ? le développement des exploitations d'Etat figure bien au programme du parti socialiste ? -

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UNE DÉCLARATION DE LA MINORITÉ DES MÉTAUX

La faillite d'une direction syndicale

CAMARADES SYNDIQUÉS UNITAIRES DES MÉTAUX.

La minorité du Syndicat, qui s'est élevée à diverses reprises contre les méthodes néfastes qui existent à la direction de notre organisation, tient à nouveau à en dénoncer les tristes résultats.

Le fait saillant qui illustre à merveille la faillite d'une direction incapable est la proposition de suppression des secours statutaires aux chômeurs. Sans la résistance vigoureuse de quelques camarades de la Commission exécutive, cette suppression serait aujourd'hui un fait accompli.

Quels motifs furent invoqués pour justifier une pareille violation des engagements de l'organisation envers ses adhérents ?

L'intensité du chômage ? Non, à peine 150 chômeurs étaient inscrits au Syndicat quand cette mesure fut proposée. Mais la situation financière du syndicat. Pourquoi alors avoir présenté celle-ci jusqu'à ce jour comme florissante ? La minorité au Congrès de décembre 1925, avait, à propos de la situation financière de notre organisation, prévu cette situation et en avait signalé les remèdes dans une motion soigneusement escamotée du compte rendu du Congrès :

« Le Congrès, décidant de lier le rapport financier au rapport moral, déclare que le déficit chronique est la conséquence de la mauvaise gestion de la C. E.... »

« En conséquence, le Congrès, ne discutant pas le principe que la cotisation puisse être relevée en vue du renforcement des moyens d'action du Syndicat ou du développement de la solidarité, se refuse à voter une augmentation qui, ne détruisant pas les causes du déficit, entraverait le recrutement et n'aboutirait qu'à grever de charges plus lourdes les camarades syndiqués sans aucun profit pour l'organisation. »

« Il préconise, outre la compression des dépenses par la diminution du nombre des permanents, l'abandon du syndicalisme de secte, la recherche et l'étude immédiate des moyens pouvant permettre un regroupement effectif. »

Bureaucratisme et folles dépenses.

Le bilan trimestriel d'avril à juin 1926, publié en février 1927, soit huit mois après son échéance, confirme les prévisions de la minorité. Un déficit de 20.000 francs y est avoué. On déclare avoir dépensé pour le mouvement du 1^{er} avril 1926 40.000 francs.

Pourquoi n'avoir pas avoué cette folle dépense au Congrès de juin 1926 ?

Sans doute, par la crainte de voir des camarades s'insurger contre des dépenses qui ont eu pour résultats les tristes échecs de l'année 1926.

Voilà à quoi aboutit un bureaucratisme irresponsable; il brise la liaison nécessaire entre les syndiqués; il nécessite pour toute agitation l'emploi de propagandistes appointés au lieu des concours gratuits et autrement efficaces des camarades de l'usine.

La faillite des méthodes employées, constatée hier devant l'impuissance à profiter de la période d'activité industrielle qui venait de s'écouler pour regrouper les forces ouvrières de la métallurgie parisienne, s'avère aujourd'hui également dans l'impuissance à donner à notre organisation la forme correspondante à l'industrie de son ressort.

Le sabotage du syndicat d'industrie.

La formation d'un Syndicat d'industrie sur les bases mêmes de l'usine est sabotée. Sacrifiant la réalité à la formule, on a dissous les Sections locales jusqu'en Seine-et-Oise; on a abouti dans ce dernier département à la destruction totale des forces ouvrières syndiquées.

Quant aux Sections syndicales d'usine, sans liaison aucune, ne recevant aucune proposition ou documentation du centre, paralysées par un centralisme excessif elles sont privées de toute discussion sérieuse et s'anéantissent dans des petites questions ne débordant pas le cadre de l'usine.

Les Congrès, destinés à remplacer les Assemblées générales, qui doivent se tenir deux fois par an, tendent à s'espacer de plus en plus; en mars 1927, on ne sait pas encore à quelle date se réunira le Congrès qui, statutairement, devait se réunir en novembre 1926.

Pendant ce temps, la majorité de la Commission

exécutive prend des décisions sans consultation des syndiqués.

Elle approuve tous les glissements faits par les organismes centraux sur la pente du syndicalisme de secte.

La direction unique entre la C. G. T. U. et le Parti « communiste », et l'introduction frauduleuse de la formule « dictature du prolétariat » dans les statuts confédéraux n'émouvent en rien nos dirigeants syndicaux.

Les chômeurs sont abandonnés à des organismes irresponsables dont le rôle semble consister à mobiliser nos camarades sans travail pour la réclamation de politiciens sans scrupules.

On tend à oublier la pratique du syndicalisme révolutionnaire pour laisser renaître la confiance en l'illusion parlementaire.

Il est temps de réagir !

Contre ce néo-réformisme, camouflé d'un langage révolutionnaire, les syndiqués unitaires vont, nous l'espérons, s'insurger.

Il faut, sans tarder, renvoyer à l'usine les fonctionnaires incapables, qui mettent autant d'acharnement à rester à leur poste qu'ils en mirent à lutter contre la rééligibilité avant d'être mis en fonction.

Il faut que les ouvriers d'usine reprennent leur organisation de classe et proclament nettement la nécessité, en faits et non en paroles, de l'indépendance du syndicalisme. C'est à cette seule condition que l'unité pourra se réaliser. Parler d'unité sans réaliser cette condition primordiale, est parler pour ne rien dire.

Pour le Groupe d'Etudes et d'Action syndicales des Métallurgistes de la région parisienne :

ROUMÉGUÈRE, DELAGARDE, MAHOY,
CHOVELON, BOULET, PRUDHOMME,
COUTURIER, PELLETIER.

LES BILANS TRUQUÉS DE LA RÉGION PARISIENNE

L'étouffement impossible

A l'issue du débat sur le rapport financier, débat dont, seule, la *Révolution Proletarienne* a publié un compte rendu, le dernier Congrès de l'Union locale unitaire de la région parisienne avait décidé que cinq camarades, quatre trésoriers d'organisations et un délégué du Syndicat des comptables seraient adjoints à la Commission de contrôle afin de vérifier et de passer en écritures les 66.000 francs de bouts de papier représentant « le numéraire en caisse ».

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale des Comptables s'est réuni le mardi 8 mars, pour désigner son délégué. Membre de ce Conseil, j'ai exposé, après que nos délégués eurent fait le compte rendu du Congrès, comment ce travail de vérification et de régularisation devrait s'effectuer. Chacune des pièces composant ces 66.000 francs de numéraire fictif doit être l'objet d'un examen attentif, tant pour fixer la nature de la dépense que pour s'assurer si cette dépense a été réellement effectuée et pour certifier qu'il n'existe aucun double emploi avec les écritures déjà passées. Seule, une telle vérification permettra à la Commission de dire si l'argent des syndicats n'a pas été dilapidé. Les membres de notre Conseil ont convenu qu'il n'y avait pas, au point de vue professionnel, d'autre moyen de procéder, que c'était là la règle élémentaire à suivre pour passer des écritures claires et présenter une situation exacte.

Le même accord ne s'est pas réalisé quand il s'est agi de désigner le délégué. J'avais posé ma candidature. Un des communistes du Conseil demanda au

camarade Porte, notre délégué au Congrès, d'accepter ce mandat. Porte se récusa, disant qu'il ne pouvait ni ne voulait l'accepter. Les communistes insistèrent, et je fus amené à leur demander pour quelle raison ils s'obstinaient à m'opposer au camarade qui déclinait catégoriquement toute candidature. Ma tendance était-elle un obstacle ?

Il me fut répondu textuellement que c'était bien à cause de ma tendance qu'on ne voulait pas de moi. Déjà Gilhodes avait tendu la perche en disant que, personnellement, il était tout disposé à me désigner, mais que, comme secrétaire de la Chambre syndicale, ma tendance lui apparaissait comme un empêchement.

Au vote, Porte obtint 5 voix, j'en obtins 4. A nouveau Porte se récusa. Régulièrement je devais être désigné. Des communistes proposèrent un des leurs et réclamèrent un nouveau vote, que Gilhodes leur accorda. Ce vote donna 4 voix au candidat communiste; 4 voix se portèrent sur mon nom, un camarade s'abstint. Gilhodes en conclut qu'aucun délégué ne serait désigné, et, l'heure de la fermeture de la Bourse ayant sonné, la séance se termina là-dessus.

J'ai bien compris qu'il fallait à tout prix empêcher un minoritaire du syndicat de mettre son nez dans les irrégularités financières de l'Union. Avait-on si peur ? Que craignait-on ? Si j'avais été le trésorier de l'Union ainsi mis en cause, j'aurais cent fois préféré que mes comptes soient vérifiés par des adversaires de tendance, non suspects de complaisance envers moi. Les communistes de notre Conseil préfèrent, eux, que ça ne sorte pas de la « famille ». Les syndicats seront en droit de se demander pour quelles raisons.

Sont-ils encore capables de se le demander ?

Sont-ils encore capables de protester contre l'étouffement de l'affaire des bilans truqués de l'Union ? — M. CHAMBELLAND.

Le réveil des Charpentiers en bois

L'assemblée des Charpentiers en bois de la Seine, réunie le 6 mars, après avoir entendu le compte rendu de ses délégués au Congrès de l'Union des Syndicats, a approuvé son délégué d'avoir voté contre le rapport financier et blâmé le laisser-aller des organismes centraux.

De vieux militants du Syndicat se sont élevés contre la direction unique et contre l'emprise des partis politiques sur le mouvement syndical.

LE COURRIER DE LA LIGUE

Quimper, 9 mars.

La Ligue Syndicaliste ne pourrait-elle pas demander à la C. G. T. U. à quelle date elle s'occupera de la répression ? Les camarades sont en tôle; le P. C. crie et puis c'est tout. Quelle misère !

Même chose pour la guerre en Chine. Le P. C. parle d'abord et la C. G. T. U., longtemps après, dit son mot timide. Et comme le P. C. ne fait que parler, les bateaux chargés de soldats et de munitions peuvent partir en douce.

Rouen, 11 mars.

Nous avons placé jusqu'à ce jour huit cartes de la Ligue; nous faisons réunion tous les jeudis et envisageons le travail à accomplir dans chaque syndicat de l'U. L. et aussi dans l'U. R. Loin de nous décourager, nous espérons au contraire arriver à ouvrir bien des yeux.

LES RÉUNIONS DE LA LIGUE

Au lieu de jeudi 17, la Commission se réunira mercredi 16, à 20 h. 30, au quai.

Groupe d'Etudes et d'Action syndicales des Métallurgistes, réunion le samedi 26 mars, à 16 heures, 163, boulevard de l'Hôpital.

A travers les Livres

A la recherche de l'Europe.

ALFRED FABRE-LUCE : *Locarno sans rêves* (Bernard Grasset, éd.). LUCIEN ROMIER : *Nation et Civilisation* (« Les Documentaires », Simon Kra, éd.).

Ces deux livres, au premier abord fort dissemblables, examinent le même grand problème : des ruines de l'Europe d'avant 1914, bouleversée et appauvrie par la guerre, une nouvelle Europe peut-elle surgir ?

Leurs auteurs sont, parmi les écrivains bourgeois, ceux qui ont montré le plus de clairvoyance et surtout ceux qui ont témoigné du besoin de s'évader des mensonges et des lieux communs, du bourrage de crânes d'après guerre aussi imbécile que celui du temps de guerre et non moins dangereux. Car la désillusion est au bout, inévitable.

C'est M. Romier qui écrit, aujourd'hui : « L'inutilité et la nocivité des guerres étant démontrées à la lumière même du calcul le plus grossièrement matériel... » Et encore ceci, sur les causes de la guerre : « Combien superficielle l'explication des causes de la grande guerre, qui ne tiendrait compte de l'éternelle question d'Orient, avec son aspect balkanique et son aspect européen, avec la dispute des petits peuples pour atteindre les artères vitales et les meilleurs ports de la péninsule, avec le conflit des puissances autour du passage de Constantinople et des avenues commerciales de la Proche-Asie, qui ne tiendrait compte de la rivalité industrielle et commerciale de l'Angleterre et de l'Allemagne... »

Sur ce point, M. Fabre-Luce a une grande avance car il a dit et démontré, tout cela dès 1924 dans son livre *la Victoire*. Et il était mieux placé que quiconque pour comprendre la signification du plan Dawes, puis de Locarno, puis des premières tentatives vers un accord franco-allemand.

La faillite de l'occupation de la Ruhr est le fait décisif qui marque la faillite de la « paix dictée », de la politique qui voulait traiter l'Allemagne en vaincue se conformant docilement aux volontés des vainqueurs. Le plan des experts d'abord, les accords de Locarno ensuite, mutilent le traité de Versailles; ils créent une solidarité européenne; l'Allemagne entre à la Société des Nations et est désormais traitée en égale; elle se détache de la Russie soviétique avec laquelle elle ne s'était alliée que pour se défendre contre les exigences des vainqueurs. Déjà des morceaux d'Europe surgissent : les métallurgistes, si longtemps ennemis acharnés, s'entendent et créent un cartel européen; de même les fabricants de soie artificielle; d'autres accords industriels se préparent. La grande vertu de Locarno, écrit M. Fabre-Luce, c'est d'être un « accord dynamique »; c'est un chapitre ouvert.

Ces premiers accords doivent être considérés comme les symptômes d'une volonté de vivre de la vieille Europe. Des causes extérieures vont la pousser à se retrouver dans une unité nécessaire : l'attitude des États-Unis, créanciers dont l'hégémonie est insupportable; la révolte des peuples colonisés qui se hâtent de mettre à profit les rivalités de leurs oppresseurs pour se libérer.

Mais M. Fabre-Luce a intitulé son livre : « Locarno sans rêves. » Il voit les raisons de résurrection de l'Europe. Il n'ignore pas les obstacles et, aux dernières lignes de sa conclusion, il écrit : « Peut-être vivrons-nous seulement une paix médiocre, effrayée et maintenue par des menaces de guerre... Peut-être reverrons-nous le carnage... »

M. Romier envisage la question d'une manière plus fragmentaire. Il se montre surtout préoccupé du rôle qui reviendra à la France dans cette reconstruction de l'Europe. Le programme qu'il propose paraît bien naïf chez un homme aussi intimement mêlé que lui aux milieux journalistiques et dirigeants : il reprend l'idée renaienne de la nécessité des élites et veut « réhabiliter les formules aristocratiques ». Mais son nietzschisme est bien étrié.

Le mot « expansion » lui paraît prétentieux, abstrait, dangereux. Il veut qu'on ne l'emploie plus et qu'on parle seulement d'échanges. Mais le terme est au contraire excellent et exprime exactement le fait essentiel du monde présent : l'impérialisme. Il est d'ailleurs

significatif que l'historien anglais J.-R. Seeley qui, le premier, l'a employé dès 1883, dans ses leçons de Cambridge sur *The Expansion of England*, soit précisément l'homme qui a montré la caractère impérialiste de l'histoire britannique depuis le XVII^e siècle et insisté sur l'importance et les conséquences pratiques de l'étude de cette histoire en fonction de l'idée d'expansion. Dans ce domaine, l'Angleterre fut, pour les temps modernes, le précurseur. Les autres nations la suivirent. — A. ROSMER.

C. FREINET : *L'Imprimerie à l'École* (E. Ferrary, édit. Boulogne-sur-Seine.).

Depuis de nombreuses années, les éducateurs ont essayé de donner à leur enseignement un intérêt plus vif. Ainsi l'enfant travaille avec goût, naturellement, sans le stimulant de la concurrence, des punitions et des sanctions. La recherche de l'intérêt a amené les maîtres à grouper leurs leçons par centres touchant de près à la vie et en particulier à la *vie enfantine*.

Dans cette voie, C. Freinet, instituteur à Bar-sur-le-Loup, (Alpes-Maritimes), vient de franchir une étape très intéressante.

Décidé à ne plus se servir de manuels, à ne présenter à l'enfant que des lectures qui l'intéressent de près, Freinet a fait l'acquisition d'une presse d'un prix modique (350 fr.) et ses élèves impriment chaque jour les textes qui sont lus.

Mais Freinet ne se borne pas à choisir des textes bien à la portée des enfants, bien appropriés au *centre d'intérêt*, il a poussé plus loin. Chaque matin, les élèves composent avec lui un texte dont ils choisissent eux-mêmes le sujet; souvent c'est même une rédaction d'enfant qui a les honneurs de l'imprimerie. Ces textes sont encartés dans ce que Freinet appelle le *livre de vie*, et lus en commun. Enfin, ils servent de base au travail de la journée.

Une vingtaine de classes, en France, utilisent l'imprimerie, cela permet entre elles un échange d'imprimés qui apportent aux enfants de nouvelles lectures appropriées à leur intelligence — et qui les poussent à leur tour à vouloir composer et imprimer des travaux intéressants.

Qui connaît l'âme enfantine peut imaginer le prodigieux intérêt suscité dans les classes par l'emploi de l'imprimerie.

C'est de cette expérience que Freinet rend compte dans *L'Imprimerie à l'école*.

Il le fait avec une simplicité rare chez les pédagogues — qui permettra à son petit livre d'être lu volontiers par tous. Il le fait avec l'ardente conviction de servir une cause utile; il y voit surtout — et j'y vois avec lui — le moyen de délivrer l'homme de demain de ce préjugé du « papier imprimé » qui rend l'esprit des humbles si accueillant aux fables journalistiques. — B. GIAUFFRET.

PETITES NOUVELLES

Souvenirs et Mémoires.

D'une lettre de Charles Malato, au groupe « l'Essai » :

« J'ai des Mémoires que je voudrais terminer avant ma mort : je n'en ai encore écrit qu'un peu plus de la moitié. »

Plus Loin, du 15 février, a publié une importante lettre de P. Kropotkine à Max Nettlau, datée du 5 mars 1902, sur l'Individualisme et la Révolution, pleine de remarques originales et profondes sur la jeunesse bourgeoise, sur les conditions nécessaires de la Révolution, sur le syndicalisme.

Nous avons reçu :

Pierre Kropotkine : *L'Éthique*. Traduit par M. Goldsmith. 18 fr. (Libr. Stock.).

Max Nettlau : *Der Anarchismus : Von Proudhon zu Kropotkin*. 5 gold marks. (Verlag « Der Syndikalist », Berlin O. 34).

Romain Rolland : *L'Âme enchantée, III Mère et Fils*, en deux volumes. 12 fr. chaque. (Albin Michel, édit.).

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 24 FÉVRIER. — *Allemagne* : Fin du lock-out de la métallurgie en Saxe.

VENDREDI 25. — Meeting à Bullier pour la libération de Sacco et Vanzetti.

SAMEDI 26. — A Amsterdam, réunion mixte de la Fédération syndicale internationale avec l'Internationale socialiste.

Chine : A Shanghai, les troupes anglaises s'établissent en territoire chinois.

DIMANCHE 27. — Le Conseil National socialiste vote pour le scrutin d'arrondissement.

— Réponse des Soviets à la note anglaise.

Angleterre : Mort de Mac Manus.

LUNDI 28. — Citroën publie qu'il embauchera 10.000 ouvriers.

— Le Comité des Houillères de la Loire annonce son intention de diminuer les salaires le 15 mars.

MARDI 1^{er} MARS. — Grève d'une demi-journée et meeting du Bâtiment parisien unitaire.

Angleterre : Catastrophe minière dans le Pays de Galles : 52 morts.

Chine : Les nordistes saisissent un navire soviétique sur lequel se trouvait Mme Borodine.

MERCREDI 2. — Tentative de cambriolage à l'Union des Syndicats unitaires de la région parisienne.

Allemagne : A Essen, Congrès du Parti communiste allemand.

JEUDI 3. — *Bulgarie* : Les détenus politiques de Sofia commencent la grève de la faim.

SAMEDI 5. — La Cour d'appel de Paris acquitte André Obin que les juges de Reims avaient condamné à l'internement dans une maison de correction pour vente de journaux sur la voie publique.

— La Chambre vote la réquisition des syndicats en cas de guerre.

DIMANCHE 6. — Les syndicats du Textile de l'Aube adoptent le principe de la grève contre les diminutions de salaires.

LUNDI 7. — On annonce que le Comité des Houillères du Nord, du Pas-de-Calais et d'Anzin a dénoncé l'accord relatif aux salaires.

MARDI 8. — Par 350 voix contre 180, la Chambre ratifie les versements de Poincaré en exécution des accords sur les dettes interalliées.

Pologne : Grève dans le Textile.

MERCREDI 9. — *Chine* : Les cheminots des lignes Shanghai-Nankin et Shanghai-Hangtchéou refusent de transporter les troupes nordistes.

JEUDI 10. — Commémoration de la catastrophe minière de Courrières.

— Compromis dans le Textile de l'Aube : La diminution des salaires est ramenée à 0 fr. 10 de l'heure et la grève n'aura pas lieu.

Chine : La police de Shanghai arrête de nombreux militants des syndicats.

La liaison organique à Amsterdam.

Le *Peuple* du 26 février a publié l'information suivante :

Aujourd'hui, se réunit à Amsterdam, une conférence mixte

du bureau de la Fédération syndicale internationale et du Comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste.

Elle a pour objet l'examen de la question de la Conférence économique internationale, de la situation mondiale en général, et en particulier, de la situation en Italie.

Les organisations de ce dernier pays seront représentées par le camarade Buozi, secrétaire de la C. G. T. italienne, et les citoyens Treves et Modigliani.

Rapprochez cette information de la phrase que nous découpons dans une résolution sur l'unité votée par le Congrès des Cheminots confédérés du réseau du Nord, tenu à Lille le 27 février :

Il (le Congrès) déclare que l'autonomie du syndicalisme est nécessaire vis-à-vis des partis politiques, sectes philosophiques ou religieuses pour maintenir les liens organiques entre toutes les organisations syndicales.

Camarades cheminots confédérés du réseau du Nord, l'autonomie syndicale est-elle plus respectée dans votre maison que dans la C. G. T. U. ?

L'éducation ouvrière et les syndicats.

La Commission d'éducation ouvrière de la C. G. T. vient d'ouvrir une enquête qui pourrait être intéressante sur les

réalisations des syndicats et des Bourses du Travail en matière d'éducation générale ou technique.

Le questionnaire suivant a été adressé aux secrétaires d'Unions départementales confédérées :

Y a-t-il, à l'heure actuelle, dans votre département, des cours ou des œuvres quelconques, soit d'éducation générale, soit d'éducation professionnelle et d'apprentissage institués par l'U. D., par les Unions locales, par des syndicats isolés ?

Existe-t-il, à défaut, des œuvres du même genre, qui, sans être entièrement inspirées ou créées par les organisations syndicales, sont dirigées par des organismes où les syndicats sont représentés ?

Donner pour chacune de ces entreprises les renseignements suivants :

Date de la création. Y a-t-il eu des interruptions ?

Fréquence des cours.

Nombre moyen d'auditeurs par cours. Nature de ces auditeurs, leur âge. Sont-ce des syndiqués, des militants ?

Professeurs. Sont-ils bénévoles ? S'ils sont rétribués, comment le sont-ils ? Sont-ils confédérés ?

Moyens d'existence et budget de ces diverses œuvres. Où les cours ont-ils lieu ?

En dehors des cours actuellement existants, avez-vous à l'U. D. des projets d'œuvres éducatives que vous n'auriez pas pu réaliser pour diverses raisons, et pour quelles raisons ? Cette question a-t-elle fait l'objet d'études en C. A. ou en comité général ou en congrès d'U. D. ? Si vous avez quelque document écrit à cet égard, n'oubliez pas de le joindre à votre réponse.

Y a-t-il eu, dans le passé, des entreprises éducatives aujourd'hui disparues ? Pouvez-vous savoir par quelle raison elles ont disparu, quels obstacles elles ont rencontrés ?

Aujourd'hui même, sentez-vous quelque difficulté spéciale dans le développement normal de vos entreprises ? Quelles difficultés ? Quelles réflexions vous suggère votre expérience ou l'expérience de ceux de vos militants qui s'occupent spécialement de cette œuvre ?

Avez-vous une bibliothèque à l'U. D. et aux Unions locales ? Dans quelles conditions cette bibliothèque fonctionne-t-elle ? Les livres sont-ils prêtés ? Sont-ils très demandés ? Pourriez-vous, succinctement, nous dire en quoi consiste cette bibliothèque, quels abonnements de journaux et revues elle comporte ?

Avez-vous senti, chez les syndiqués et chez les militants, le désir de voir faire quelque chose pour la culture générale de la masse syndicale, et spécialement des militants ? Vous-mêmes, et les militants principaux de votre U. D., pouvez-vous nous dire en toute franchise et en toute simplicité ce que vous sentez vous manquer, ce que vous aimeriez savoir, ce qui vous embarrasse dans votre vie de militant, par exemple, dans les occasions où vous vous trouvez en

rapports avec les représentants du patronat ou de la classe bourgeoise ? Dites-nous en même temps depuis combien de temps vous militez. Sur ce paragraphe, il y aurait intérêt à ce que vous rassembliez les réponses de vos principaux militants pour nous les envoyer.

Sentez-vous que vos organisations seraient ou non disposées à faire un sacrifice, par exemple, une légère cotisation spéciale, comme en Belgique, pour constituer, si cela était reconnu indispensable, les fonds nécessaires pour faire vivre une organisation éducative pour les militants ? Il ne s'agit, bien entendu, que d'une réponse indicative du degré d'intérêt que l'on attache, dans votre milieu, à cette question de la formation des militants.

Avez-vous fait de l'édition de brochures, de cartes postales, de tracts de propagande et de documentation ? Si oui, donnez quelques détails, et si possible, joignez des exemplaires.

Au cas où vous auriez quelques suggestions à fournir qui ne seraient pas prévues par le questionnaire ci-dessus, ne manquez pas de les joindre à votre réponse.

Envoyez les réponses au camarade Zoretti, Faculté des Sciences, Caen (Calvados).

**

L'égalité de salaire dans les P. T. T.

Une Ligue des Dames des P. T. T. pour l'égalité de salaire vient de se constituer. Son siège social est fixé : 16, rue Paul-Kruger, Le Parc Saint-Maur (Seine). La déclaration suivante, qui explique les tâches qu'elle se propose d'accomplir porte en exergue cette bonne formule : « L'émancipation économique des travailleuses des P. T. T. sera l'œuvre de ces travailleuses elles-mêmes. »

Les nouveaux traitements sont maintenant en vigueur. Les commis arrivent au maximum de 13.000 francs, tandis que les dames n'obtiennent que 11.000 francs, soit une différence de 2.000 francs pour un travail identique.

Plus que jamais, les dames employées protestent contre cette iniquité et réclament le salaire égal.

Comprenant que les meilleurs avocats d'une cause ce sont les intéressés à cette cause, les Dames des P. T. T. se décident à défendre elles-mêmes leurs légitimes revendications.

A cet effet, et à l'instar des institutrices qui leur ont montré le bon chemin, elles ont décidé de former une « Ligue des Dames des P. T. T. » réclamant l'application de l'article 14 du Traité de Versailles : à travail égal, salaire égal.

Toutes les employées, qu'elles soient téléphonistes, télégraphistes ou postières, doivent s'unir, sans distinction d'opinions syndicales, pour faire triompher leur juste cause.

Cette Ligue, n'étant pas un groupement dissident, mais seulement provisoire, point n'est besoin pour en faire partie, de quitter les divers syndicats auxquels nous appartenons. Notre but est défini par l'article 2 de nos statuts :

1° L'application rapide de l'article 14 du Traité de Versailles : à travail égal, salaire égal;

2° La suppression des concours régionaux et leur remplacement par le concours général unique entre les dames et les messieurs;

3° Le retour au droit commun pour les mutations;

4° L'accession des dames à tous les emplois dans l'Administration des P. T. T.

Nous ne demandons en somme, pour les commis et les dames que le « droit commun ».

Quand le but de la Ligue sera atteint, elle se dissoudra et invitera ses adhérentes à rentrer dans l'organisation syndicale qui aura le mieux soutenu nos droits.

Le montant de la cotisation est fixé à 10 francs par an, plus un droit d'adhésion de 2 francs.

Si nous voulons réussir, il faut que nous soyons très, très nombreuses et bien organisées.

M. le Secrétaire général nous a dit, il y a un an, au

cours d'une entrevue : « Nous ne vous demandons pas d'abandonner votre Idéal, mesdames, mais vous êtes l'avenir. »

Faisons en sorte que cet avenir soit très rapproché, pour lequel nous en profitons.

**

Le massacre du « Théophile-Gautier ».

Un « témoin oculaire » a fait, dans le *Populaire* du 7 mars, le récit qu'on va lire du massacre du « Théophile-Gautier » :

Le 8 février, en rade de Naples, revenant de visiter Pompéi en compagnie de quatre passagers, nous réembarquons à 17 h. 30 sur le *Théophile-Gautier* qui doit partir à 18 h. 30 à destination de Marseille. Aussitôt arrivés, nous sommes surpris de voir à bord une petite troupe de fascistes. Ceux-ci sont au nombre de cent cinquante et les deux tiers semblent ne pas être majeurs.

...Il est 21 h. 30 exactement quand un vacarme se fait entendre à l'arrière du navire, sur le pont, dont un escalier communique directement avec les locaux réservés aux membres de l'équipage.

Je suis derrière la porte vitrée qui donne accès du pont au salon et fumeoir des secondes, sur le passage donc des acteurs de ce drame.

Le premier des hommes arrêtés arrive, la figure en sang, les yeux fermés, poussé et soutenu par six éneurgumènes qui continuent à frapper lâchement cette loque humaine incapable, assurément, de pousser même un cri; et c'est parmi nous la même protestation indignée. Mais le sanglant défilé continue et c'est, à quelques secondes de distance, ce même groupe horrible, d'une demi-douzaine d'hommes jeunes, hurlant et frappant une pauvre victime en sang, à laquelle ils semblent agrippés et qu'ils ne lâchent, trébuchante, dans l'escalier, que pour la relever à coups de crosse de revolver et à coups de pied. Un seul, le neuvième, passe droit, nu-tête et seulement tenu légèrement par deux chemises noires, il allume une cigarette en passant devant notre groupe et nous cinq, Français qui avons fait la guerre, ne retenons pas un bravo d'admiration. Quelques instants plus tard nous devons constater, penauds, que nous avions admiré un traître lâche (un mouton, dit-on en terme policier, paraît-il) qui s'était fait embarquer avec les autres Italiens poursuivis pour mieux les faire prendre.

Successivement la porte à double battant livre passage à un toujours plus lamentable spectacle, c'est un tout jeune homme de dix-sept à dix-huit ans. Celui-là n'est pas tenu, il hurle comme un damné, avec une pauvre voix grêle, qui fait mal, il ne peut se redresser et ses mains étreignent sa poitrine, côtes brisées sans doute ou coups de couteau ? Un autre à l'œil crevé et, toujours brutalisé, va s'échouer dans l'escalier où il est poussé par la meute... Un autre encore, la nuque à demi-scalpée...

ENTRE NOUS

Lacoste demande, pour compléter sa collection, les numéros suivants de la *V. O.* d'avant guerre :

N° 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 29, 30, 33, 38, 41, 42. Lui écrire au bureau de la *R. P.*

**

Syffert en demande deux : les numéros 33 et 82. Ecrire au bureau de la *R. P.*

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 30-79.

J. Amilcar, directeur. — 521-3-27.

